FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

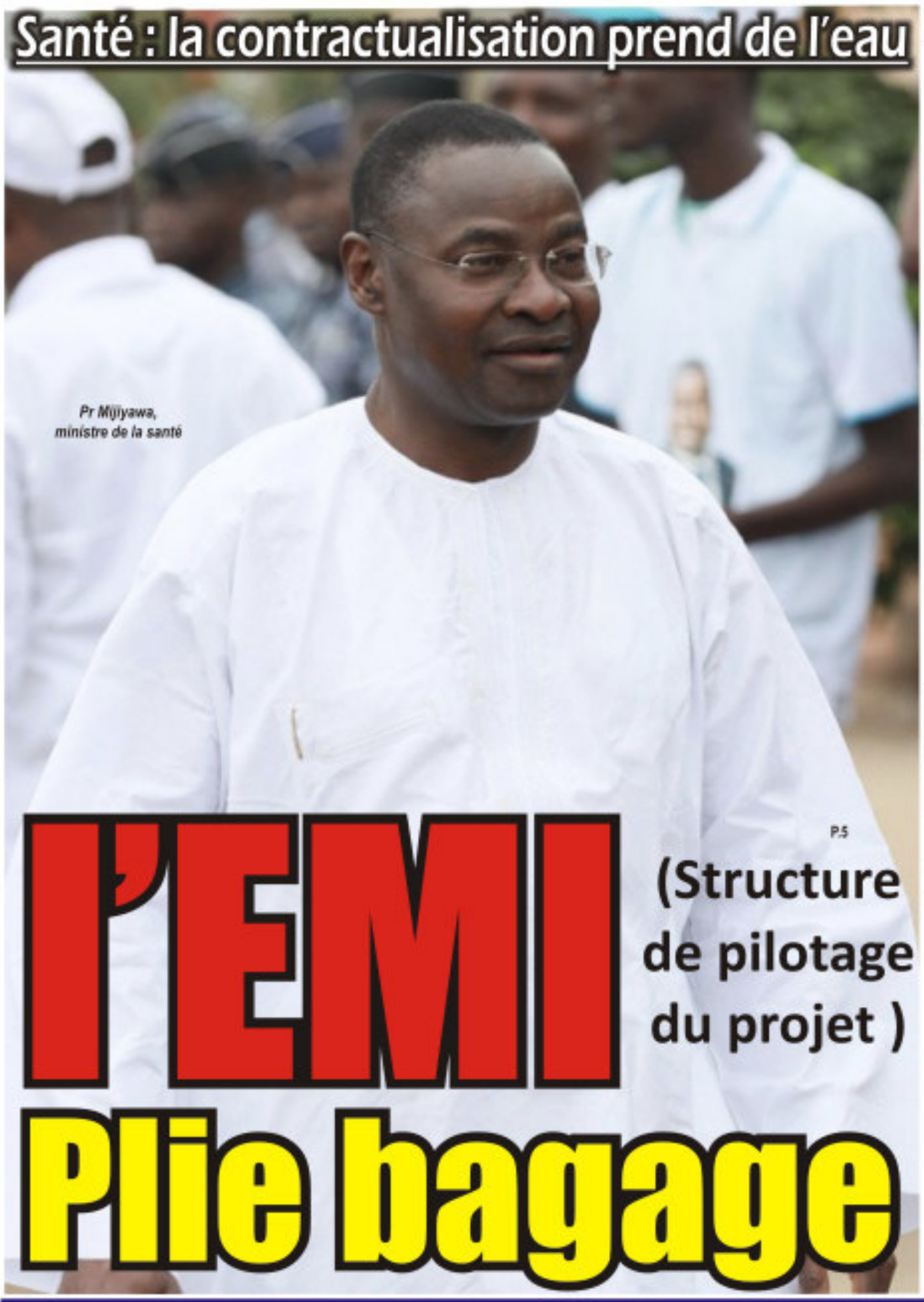
N°528 du Jeudi 08 Février 2018 — PRIX : 250 F CFA

Editorial

Bagarre inclusive

P.3

Santé : la contractualisation prend de l'eau



Pr Mijiyawa, ministre de la santé

L'EMI Plie bagage

P.5

(Structure de pilotage du projet)

Société

Lutte contre la pauvreté

Faure multiplie les initiatives sociales

P.5

Faure ovationné par les élèves

Entreprenariat

Pour la création d'emploi et la réduction de la pauvreté au Togo

La « Production Commune » voit le jour !

P.6

Essohanam Sama, le gérant du ESMC, à la cérémonie de lancement officiel

Sport/football

Préparatifs du Tournoi de l'UFOA-B

Série de matches amicaux pour jauger les Eperviers dames

P.7

Les Eperviers dames

Pour un dialogue réussi

chaque camp face à sa responsabilité !

P.3

Coin littéraire

Sami tchack et l' écriture sexualisée

A l'instar de Kangni Alem et Bessora,sami tchack fait partie de cette génération d'écrivains que le critique sénégalais papa SAMBA Diop qualifie « d'auteurs de la nouvelle génération » qui, contrairement à leurs prédécesseurs, désertent les sentiers battus d'une satire frontale du chaos politique ayant suivi l'effervescence des indépendances en privilégiant plutôt le chaos dans l'écriture romanesque. En effet, ces nouveaux auteurs dont la vocation première est d'élaborer une écriture sexuelle plus crue usent d'un vocabulaire pervers et perverti emprunté à la sexualité visant à critiquer les mœurs sociales. Nombre d'œuvres de l'excellent conteur dont ***Hermina, Place des fêtes, le Paradis des Chiots,*** *s'inscrivent dans cette logique et s'affichent comme une défense et illustration de la nouvelle forme d'écriture qui bouleverse l'individu et partant la société toute entière qui, dans le miroir des textes,découvre ses propres plaies et vices.*

D'ailleurs, cette littérature qui rassemble toute la société pour mieux la pourfendre, à en croire les professions de foi, prend la coloration d'une religion : « la littérature, pour moi, est une religion avec ses prophètes», confie sami tchack qui, de surcroît, croit que « la littérature peut dynamiser tous les autres domaines de la pensée ». De son étymon latin« religare » (lier, unir), le vocable religion employé au sujet de la littérature vient à point nommé définir l'esthétique de l'écrivain qui donne par conséquent à l'édifice littéraire les attributs de toutes les religions existantes qui n'ont pour credo que la réunification dans un même creuset des hommes afin d'œuvrer à la réelle purification de leurs âmes entachées d'ignominies.

Mais, le paradoxe est que l'écrivain qui prétend purifier la société à travers une critique violente, l'entraîne plutôt dans les fonds dédaléens d'un monde sous l'empire de la sexualité. De là, pointe la question subséquente qui est de savoir s'il est un homosexuel, sami tchack. Puisque la plupart de ses romans constituent un château de sexe. Nul ne saurait répondre dans son dos à cette interrogation .Cependant, il est indéniable que l'homme de lettres, tout comme ses contemporains, utilise exprès le langage de la sexualité en vue de capter sans espoir de fuite l'attention du lecteur de bout en bout de tous ses ouvrages. Roland Barthes n'y va pas du dos de la cuillère quand il lance sa célèbre boutade : « la jouissance textuelle est comme la jouissance sexuelle ». *Avec Tchack, la sexualité est une façon pour le génie vivant de la vie d'un baobab séculaire d'assumer l'éternité de son message.*

Oscar SEKAYA

Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU' ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQU ES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATIO N INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile

TMONEY *145*6*5*2#

Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin
(Exemple : TG **** BG)
Vous recevez la notification d'imposition précisant le montant à payer
Confirmez le paiement
Saisissez votre code secret de compte TMoney pour valider la transaction
Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de l'opération.

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

FLAMBEAU des Démocrates
Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité

Ni griot servile, ni critique stérile

FLAMBEAU des démocrates ▫ N° 528 du Jeudi 08 Fevrier 2018

EDITORIAL

Bagarre inclusive

Dans moins de dix jours, le 27ème dialogue entre le parti présidentiel et l'opposition va s'ouvrir, c'est du moins l'information principale qui crible l'actualité. Outre l'équation de la négociation du départ du Chef de l'Etat qu'il faudra résoudre, la cruciale question de la composition des délégations aux assises met le feu aux poudres dans ce qu'il convient d'appeler, la bagarre inclusive. L'inclusion va de nouveau diviser et détourner les politiques de l'essentiel.

Paradoxe ! Chaque fois que le terme inclusion infiltre le discours des politiques, c'est la bagarre. La première fois que le Chef de l'Etat a évoqué ce terme dans le souci de régler le problème de l'exclusion financière à travers la finance inclusive, personne ne pouvait imaginer une telle levée de boucliers. Que de critiques acerbes, que d'imaginations fertiles autour d'une inclusion au point où l'on en était à se demander si les populations à la base exclues des sources de financement classiques n'avaient –elles pas besoin d'un coup de main inclusif.

C'est donc au même scénario que nous sommes conviés depuis l'annonce du dialogue. Une bagarre s'est imposée depuis que la coalition des 14 partis de l'opposition a émis le vœu de décider de la composition de la délégation de la classe politique de l'opposition et de ne vouloir pour interlocuteur que le parti au pouvoir, idée rejetée par le pouvoir qui a entrepris une concertation nationale en vue de faire du dialogue une rencontre inclusive.

Depuis lors, c'est la guerre de tranchée entre la coalition et les autres partis. La bagarre interpelle selon le bord où l'on se trouve. Le Net de Gerry Taama, le Nid et le MRC d'Abasss Kaboua ont été les plus virulents dans cette lutte de l'inclusion en traitant certains partis de la coalition de particules et en s'en prenant à la personne du Chef de file de l'opposition. Ils seront rejoints par le président d'Obuts Agbéyomé kodjo, qui a su user de son expérience pour trouver un langage qui concilie les positions. Pendant que l'on pensait que cette bagarre n'était que l'apanage des seuls partis non représentés dans la coalition, la bagarre d'inclusion faisait aussi rage au sein de la coalition où certains partis comme le parti des Togolais, la Cdpa et autres n'ayant pas été pris en compte lors des consultations politiques ruminaient leur colère.

Entre rester ensemble et rester ensemble dans un groupe d'idéologie, les politiques ont clairement fait leur choix. Et ceci à cause de la méfiance et des stratégies politiques qui sont loin de répondre aux attentes des populations pour qui le vivre-ensemble est nécessaire pour la reconstruction de la nation.

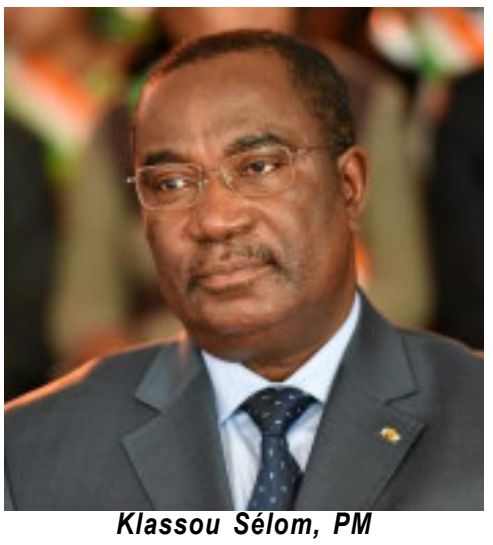
Malheureusement sur le chemin de cette reconstruction, le Togo est condamné à subir les affres de ceux qui se battent pour la conservation du pouvoir avec des méthodes peu orthodoxes de ceux qui aspirent à l'alternance avec des intérêts égoïstes et de ceux qui ne pensent qu'à leur survie politique avec le flair de la girouette.

Isaac Tonyi

Pour un dialogue réussi

Chaque camp face à sa responsabilité !

Dans une semaine s'ouvre, à Lomé, le dialogue politique très attendu par tous les Togolais. C'est à cette conclusion qu'est finalement parvenue la médiation, après ses dernières consultations auprès des acteurs politiques. « A l'issue des échanges et des consultations avec les principaux acteurs, notamment le Gouvernement et la Coalition des 14 partis. « L'ouverture du dialogue politique aura lieu le 15 février 2018 à Lomé », ont annoncé, au travers d'un communiqué conjointement signé, le 1er Février dernier, par les émissaires guinéen et ghanéen. Dès lors, c'est un véritable devoir de responsabilité qui attend les acteurs.



Klassou Sélom, PM

Ouf de soulagement !

Qu'ils soient politiques, religieux, acteurs de la société civile, journalistes ou encore la population à la base, l'attente aura été longue. Mais alors très longue. Depuis le 19 août 2017, les jours passent et finissent par se ressembler pour les Togolais qui n'ont que trop souffert de la crise. Après cinq mois de monotonie, le réalisme et la raison auront finalement pris le pas sur le manque de confiance, l'hésitation et les calculs politiciens entre les acteurs. Le jeudi 15 février prochain, s'ouvre enfin le dialogue politique dont la liste des participants et l'agenda du dialogue seront déterminés dans le cadre des travaux préliminaires. Un ouf de soulagement pour les Togolais, dans leur globalité.

Au pouvoir de Lomé, il sera plus appréciable de savoir concéder sans compromission sur des points qui garantiront la paix sociale dans le pays... Il doit se montrer disposé à la recherche de la bonne formule visant à mettre un terme à l'anomalie constitutionnelle de « mandat illimité », actuellement en cours...

Les dés sont jetés

Pour ce faire, *«tous les acteurs conviennent de la suspension des manifestations publiques à compter de la publication de la date du dialogue et ce, jusqu'à sa tenue et pendant son déroulement »*, précisent les deux émissaires, Albert Kan-Dapaah et Tibou Kamara, respectivement ministre de la Sécurité nationale de la République du Ghana et ministre d'Etat de la République de Guinée. Ces derniers ont également annoncé que les préoccupations de la Coalition des 14 partis concernant les personnes faisant l'objet d'une détention provisoire dans le cadre des marchés de Kara et de Lomé seront examinées de manière prioritaire, à l'ouverture du dialogue. De même que le cas des personnes encore en détention pour des faits commis dans le cadre des manifestations publiques depuis le 19 août sera examiné dans le respect des procédures judiciaires.

Les réactions...

« La date du démarrage du dialogue a été fixée en plein accord avec la coalition tout comme avec le gouvernement et tout sera mis en œuvre pour la concrétisation des pourparlers politiques aux conditions et aux dates prévues », a laissé entendre, Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique. Et de préciser que *« la finalité du dialogue, c'est de créer des conditions propices à la mise en œuvre des réformes »*. Du côté de l'opposition, l'on semble être aussi prêt pour l'échéance. *« Nous n'avons aucun problème avec l'inclusion, mais nous disons qu'il y a deux camps : ceux qui sont les porte-voix de l'immense majorité des Togolais, qui veulent une rupture avec le passé, et en face, ceux qui voudraient que l'ordre ancien se perpétue »*, a affirmé, pour sa part, Brigitte Kafui Adjamagbo, la Coordinatrice de la Coalition des 14 formations politiques. Au sein de la société civile, l'on veille également au grain. Tout en invitant les populations à accompagner les acteurs politiques, le Prof. David du Front Citoyen Togo Debout exhorte également les acteurs politiques à œuvrer pour parvenir à des vraies solutions, loin de toute compromission. *« En cas de compromission, nous n'hésiterons pas à remettre en cause, les éléments de ce dialogue »*, alerte-t-il.

Pour ce qui concerne l'opposition, il serait judicieux d'être plus vigilant et objectif. Cela suppose qu'elle doit prioriser les sujets d'envergure, notamment la limitation du mandat présidentiel à deux, les élections à deux tours et surtout, le fichier électoral.

Devoir de responsabilité

L'unanimité étant de mise, bientôt démarrera le train du dialogue. A quelques jours de son ouverture, surtout se basant sur les expériences passées, il s'avère impérieux d'inviter chacun des acteurs à l'objectivité. Ceci, afin d'accorder une chance de réussite à ces énièmes pourparlers. Les acteurs de la crise politique sont donc appelés, chacun, à s'inspirer de la belle pensée du Togolais Jonas Daou, tirée de son ouvrage ''L'autre coupable'' : «On peut dire ce qu'on pense sans être odieux, ni arrogant».

Au pouvoir, d'avoir à l'idée, au- delà des calculs politiciens, l'intérêt supérieur de la nation. La réussite de ce dialogue découlant plus de la volonté du camp de la majorité présidentielle, il sera plus appréciable de savoir concéder sans compromission sur des points qui garantiront la paix sociale dans le pays. Le pouvoir de Lomé doit se montrer disposé à la recherche de la bonne formule visant à mettre un terme à l'anomalie constitutionnelle de « mandat illimité », actuellement en cours dans le pays. Laquelle anomalie fait malheureusement du Togo, à la fois une exception et une curiosité dans la sous-région.

Pour ce qui concerne l'opposition, il serait judicieux d'être plus vigilant et objectif. Cela suppose qu'elle doit prioriser les sujets d'envergure, notamment la limitation du mandat présidentiel à deux, les élections à deux tours et surtout, le fichier électoral. Voilà les vrais enjeux à ne pas négliger au détriment des préalables qui ne feront encore que perdurer, à coup sûr, le suspense et l'attente des populations.

Il serait préjudiciable d'effleurer des pistes pour un dialogue réussi et passer sous silence la presse. Sur la route du dialogue, les hommes de médias se doivent de se résumer à leur mission première, servir l'information utile, sans parti pris. En clair, l'issue des pourparlers serait hypothétique si tant est que les journalistes, par excès, outrepassent leur mission première pour se substituer aux acteurs politiques. Eveilleurs de conscience, les hommes de médias se doivent d'être utiles à la communauté, en observant une neutralité positive et salvatrice, plutôt que d'être au service des politiques.

Ce faisant, tous rendront utilement service au Togo qui, par le bon vouloir des politiques, n'a que trop souffert des crises politiques qui perdurent depuis plus de 25 ans déjà.

Magloire TEKO

Grève dans les secteurs de l'Education et de la Santé

Enseignants et agents de santé jouent la prolongation

Le feuilleton des mouvements de débrayage se poursuit dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Après l'épisode de la semaine dernière, enseignants et agents de santé observent un nouveau mot d'ordre de grèves, selon leurs motivations. Les uns réclamant, des autorités, de meilleures conditions de vie. Les autres, l'amélioration de leurs conditions de travail.

Pour le mot d'ordre de cessation de travail qui a démarré hier pour s'achever aujourd'hui, pour le compte de cette semaine, les revendications des praticiens hospitaliers du Togo n'ont pas varié. Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT), estime n'avoir pas eu de suite de la part du gouvernement, sur leurs différents points de revendication stipulés en 4 points.

Le Syndicat National des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYNPHOT), estime n'avoir pas eu de suite de la part du gouvernement, sur leurs différents points de revendication stipulés en 4 points.

Il s'agit notamment de la restauration, dans leurs droits, des huit agents du Centre Médico-Social de Bè Kpota, dans le District N°2 qu'ils estiment être abusivement licenciés en fin juin 2017, la régularisation de la situation du personnel non fonctionnaire de la Santé par son intégration à la Fonction publique (la moitié des 10.000 agents de santé publics sont des contractuels). Par ailleurs, le SYNPHOT exige, du gouvernement, des mesures urgentes pour le rééquipement optimal des structures sanitaires publiques autorisant la continuité dans l'administration des soins, avant la construction et l'équipement d'au moins deux centres hospitaliers universitaires modernes, l'un dans la région méridionale, l'autre dans la septentrionale. Puis, la finalisation et l'adoption du statut particulier du corps de la santé et la sécurisation de l'agent de santé sur son lieu de travail.

Komi Tchakpélé ministre des Enseignements primaire et secondaire l'Education

Pr. Mijiyawa, ministre de la santé

S'agissant des enseignants, ils maintiennent leur mot d'ordre de grève de trois jours, mercredi 7, jeudi 8 et vendredi 9 février) par leur constat selon lequel, « il y a une volonté de faire perdurer la crise dans l'éducation en reléguant au dernier rang, cette question prioritaire ». Ainsi donc, expriment-ils leur détermination à exiger du gouvernement, la priorisation de la question des primes et indemnités, question qu'il semble négliger, pourtant au cœur de la crise qui secoue le secteur de l'éducation depuis des années déjà. *« Cette question doit être achevée en un temps record afin d'apporter l'accalmie et de permettre d'aborder les autres questions dans la sérénité »*, préconise la Coordination des Syndicats de l'Education du Togo (CSET) qui relativise en précisant que les mots d'ordre de grève seront suspendus, dès que la question des primes et indemnités trouvera une solution acceptable par tous.

A se référer aux revendications des praticiens hospitaliers et enseignants, il est d'une évidence que les professionnels de ces deux secteurs socio -professionnels ne réclament que de meilleures conditions de vie et de travail, ceci afin d'être plus utiles à leurs communautés.

A se référer aux revendications des praticiens hospitaliers et enseignants, il est d'une évidence que les professionnels de ces deux secteurs socio -professionnels ne réclament que de meilleures conditions de vie et de travail, ceci afin d'être plus utiles à leurs communautés. Le gouvernement devra, dès lors, prendre à bras le corps, la situation afin d'explorer les pistes d'une rapide et définitive solution. Il en va pour la préservation de la paix sociale déjà quelque peu ébranlée par la situation sociopolitique des plus heurtées depuis le 19 août 2017. Vivement de bonnes résolutions du Groupe de Travail qui a démarré ses travaux depuis la semaine dernière au sein du Conseil National du Dialogue Social (CNDS).

Magloire TEKO

Elections locales

Le processus suit son cours

Programmées pour se tenir dans le courant de cette année, les élections locales qui doivent consacrer la décentralisation au Togo pour aboutir à une véritable gouvernance locale deviennent un processus irréversible

Comme le prévoit la feuille de route de la décentralisation, les échéances électorales restent le couronnement du processus. C'est face à ce défi que les pouvoirs publics ont mis en place un Conseil National de suivi de la Décentralisation dont le décret de nomination des membres a été adopté le 31 mars 2017. Ce conseil chargé de fixer les orientations et de veiller à leur cohérence avec les autres politiques sectorielles, de proposer des mesures adéquates pour améliorer le processus et de définir les mécanismes de coordination des appuis des partenaires techniques et financiers afin de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation. Dans cette droite ligne, le projet de loi portant création des communes a été voté le 23 juin 2017 avec toute la polémique qu'elle a soulevée au sein de l'opposition par rapport au nombre. En tout 116 communes avaient été créées sur 39 préfectures. Déjà en janvier 2017, le programme de décentralisation et de gouvernance locale faisait ses premiers pas. Le mécanisme de la gouvernance locale est mis en branle et depuis le 1ER février dernier le conseil des ministres réuni sous la présidence du Chef de l'Etat a adopté le nombre de députés et le nombre d'adjoints au maire par commune. Ce décret pris en application de la loi N. 2018-003 du 31 janvier 2018 vient ainsi modifier la loi N. 2017-O11 du 13 mars 2017 relative à la décentralisation et aux libertés locales. On retient donc 1516 conseillers répartis comme suit sur le territoire national : 208 conseillers dont 16 maires et 24 adjoints dans la région des savanes, 247 conseillers dont 21 maires et 25 adjoints pour la région de la Kara, 185 conseillers dont 15 maires et 20 adjoints pour la région centrale, 400 conseillers dont 32 maires et 63 adjoints pour la région des plateaux, 476 conseillers dont 32 maires et 63 adjoints pour la région maritime. Notons que le recensement général de la population fait en 2010 a servi de référence pour ces nouvelles dispositions qui annoncent les locales, échelon de renouvellement et d'impulsion de la gouvernance politique et économique.

Payadowa Boukpéssi, Ministre de la décentralisation et des collectivités locales

Le mécanisme de la gouvernance locale est mis en branle et depuis le 1ER février dernier le conseil des ministres réuni sous la présidence du Chef de l'Etat a adopté le nombre de députés et le nombre d'adjoints au maire par commune.

Isaac Tonyi

FLAMBEAU des Démocrates
Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité
Nous sommes journalistes

Santé : La contractualisation prend de l'eau

L'EMI, la structure de pilotage du projet a plié bagage

La dernière trouvaille de nos autorités en vue de la relance du secteur de la santé en délabrement, à savoir la contractualisation, prend l'eau de tous bords. La structure française chargée de piloter ce processus (tant claironnée sur tous les toits) à Atakpamé, l'Entraide Médicale Internationale (EMI) a renoncé à l'exécution du contrat et plié bagage. Pour masquer ce camouflet chirurgical, au ministère de la santé, un cadre que nous avons contacté, parle plutôt de transfert de compétence, un concept qui doit revêtir dans son esprit, une connotation assez particulière puisque ne figurant nulle part sur le contrat conclu entre l'EMI et le Togo.

Contacté par notre rédaction pour confirmation et davantage d'informations sur ce tour de passe passe, Monsieur David Tohinou (un cadre de la nouvelle structure GSA) reconnaît le départ de l'EMI mais tente de minimiser la portée de l'événement en nous indiquant qu'il s'agit plutôt d'un transfert de compétence.

Monsieur David Tohinou (un cadre de la nouvelle structure GSA) reconnaît le départ de l'EMI mais tente de minimiser la portée de l'événement en nous indiquant qu'il s'agit plutôt d'un transfert de compétence. Or dans le contrat de 3 ans signé entre l'Etat togolais et l'EMI pour essayer l'efficacité de la contractualisation des hôpitaux au Togo, aucune clause d'après nos informations, ne fait allusion à ce concept. Nulle part, il n'est indiqué qu'à la faveur d'un transfert de technologie, l'EMI plierait bagage à peine un an après le début du contrat.

L'approche contractuelle

M. Rafael Kluender, Directeur Afrique de l'Ouest de l'EMI

repose sur un partenariat formel et durable entre tous les acteurs du secteur de la santé. Elle consiste, par le biais d'un contrat, à céder la gestion d'une structure de soins à une entité non étatique spécialisée dans la gestion hospitalière « Le système de soins n'à qu'un impact limité sur la santé de la population, malgré certains progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la politique sanitaire », reconnaît le Professeur Moustafa Mijiyawa, le ministre de la Santé. Il existerait des réseaux de détournement de fonds dans les services où les recettes directes sont élevées (laboratoire, radiologie, pharmacie, morgue), et parfois des détournements de matériels pour des usages non-réglementaires (ambulances utilisées comme véhicules de transport de marchandises…).

« La gestion traditionnelle est sans issue et rendrait inefficace toute mesure visant à renforcer les équipements ou les compétences techniques du personnel », selon le ministre. Pour rappel, l'objectif spécifique pour EMI est l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins dans les hôpitaux et les centres de santé des régions concernées (90% du territoire togolais). Ses actions vont porter sur la réorganisation des centres de santé permettant :

- Une augmentation du taux de fréquentation des établissements de santé ;
- Une amélioration de la qualité des soins ;
- Une amélioration de l'approvisionnement en médicaments ;
- Une amélioration de la référence-évacuation auprès des hôpitaux de districts ;
- Une amélioration du recouvrement des coûts au sein des établissements de santé ;
- Une augmentation des actes médicaux et chirurgicaux.

Le programme qui a débuté en début octobre 2016 devrait s'achever en septembre 2019 si le gouvernement togolais s'était acquitté de ses obligations. Il y a quelques mois seulement, pour apprécier une prétendue efficacité et réussite de la contractualisation à l'hôpital d'Atakpamé, les pontes du régime, avaient amené le président Faure Gnassingbé dans la préfecture de l'Ogou où ce dernier a été bombardé de chiffres qui forcent l'admiration. Dans la foulée, le chef de l'Etat n'a pas manqué de tresser des couronnes aux promoteurs de ce processus brandi comme le bâton magique devant affranchir le secteur de la santé de l'effondrement. Sauf que le chef de l'Etat comme nombre de Togolais croit que c'est l'EMI qui pilote toujours la contractualisation. Comme les faits sont têtus, c'est toujours d'Atakpamé que nous parviennent les premiers signes de la défection du processus. Il est temps que le Togo évite de chercher à régler ses problèmes par la création d'autres problèmes. Le président de la République a droit à la vérité.

Nous y reviendrons...

Loiclas

Comment en est-on arrivé là ?

D'après nos informations, à l'origine de ce retrait de l'EMI, serait le non respect par l'Etat togolais des clauses du contrat le liant à cette structure. Les mêmes sources indiquent que pour masquer cette triste réalité, le ministre de la santé, de connivence avec le Directeur Afrique de l'Ouest de l'EMI, M. Rafael Kluender, tenterait la pérennisation de la contractualisation par le truchement d'une autre structure (GSA) rapidement montée à cet effet.

Cet événement qui se produit à un moment où le personnel de santé sous l'égide du syndicat des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT) mène des mouvements de grèves pour réclamer entre autres, l'équipement en personnel et en matériels des structures sanitaires et la construction de deux centres de santé modernes dans le pays, se présente comme une illustration vivante et vibrante de la décadence du secteur sanitaire du pays.

Contacté par notre rédaction pour confirmation et davantage d'informations sur ce

Lutte contre la pauvreté

Faure multiplie les initiatives sociales

Le Social reste le cheval de bataille du Chef de l'Etat qui depuis l'année écoulée accentue ses actions en vue de réduire l'espace de précarité des populations vulnérables. C'est ainsi que le mardi dernier Faure Gnassingbé a lancé deux projets de développement dans la région de la Kara. Il s'agit des Filets Sociaux et Services de Base(FSSB) et du Poejv (Projet d'Opportunités d'Emploi des Jeunes).

Faure ovationné par les élèves

Destinés à offrir des services de base en matière de santé, d'éducation, d'alimentation, de protection sociale, d'accès à l'eau et à l'assainissement, les filets sociaux sont des méthodes efficaces pour cibler les populations pauvres et vulnérables. Le Poejv pour sa part mêle engagement dans les services communautaires et formation destinée à fournir aux jeunes vulnérables, une qualification, un emploi ou à les accompagner sur la voie de l'entrepreneuriat. Financés à hauteur de 44 millions de dollars par la banque mondiale, les deux projets vont s'étendre à d'autres régions du pays. Ces deux projets seront pilotés par le ministère du développement à la Base dont le locataire Victoire Tomégah-Dogbé était présent au lancement desdits projets.

La cantine scolaire en marche

Pour le Chef de l'Etat, c'est une grande satisfaction de répondre aux besoins urgents des populations à la base, « j'ai été heureux de procéder ce mardi au lancement de ces deux projets qui font l'effet de témoignages émouvants. Cela me réconforte beaucoup »,a-t-il indiqué.

Pour sa part, Joëlle Dehasse représentante de la Banque mondiale au Togo a félicité les autorités pour leur engagement. « Toutes ces réalisations ont été possibles grâce à l'engagement des autorités nationales au plus haut niveau pour faire faciliter les choses et faire avancer les choses en vue d'apporter des réponses rapides aux besoins urgents des populations », a souligné cette dernière.

Isaac Tonyi

Autonomisation des jeunes

20% des marchés publics désormais consacrés aux jeunes

Le gouvernement togolais a adopté, le 1er février dernier, au cours de son conseil des ministres, un décret relatif à la mesure annoncée par le Chef de l'Etat lors de sa présentation des vœux à la Nation du 3 janvier dernier. Par ce décret, le gouvernement donne ainsi corps à l'ambition d'un développement inclusif du Chef de l'Etat, laquelle vise une meilleure intégration des jeunes dans la vie active.

C'était une annonce faite lors de sa présentation de vœux à la Nation du 3 janvier dernier. Quelques jours plus tard, adopté le décret attribuant au moins 20% des Marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs.

...chaque autorité contractante devra réserver ce quota des marchés inscrits dans son plan de passation des marchés publics aux jeunes entrepreneurs togolais dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans et exerçant sur l'étendue du territoire national.

cette volonté manifeste du Chef de l'Etat de mettre la jeunesse au centre des actions de développement a pris corps. Réuni en conseil des ministres, le 1er février dernier, le gouvernement a

« L'adoption de ce décret va apporter des solutions efficaces à la problématique du chômage et à l'amélioration du niveau de nos concitoyens, notamment celui des jeunes et des femmes », explique le gouvernement, au travers du communiqué sanctionnant le conseil des ministres.

Klassou Sélom, PM

Ainsi donc, chaque autorité contractante devra réserver ce quota des marchés inscrits dans son plan de passation des marchés publics aux jeunes entrepreneurs togolais dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans et exerçant sur l'étendue du territoire national. De même qu'à toute femme entrepreneur togolaise, mais sans distinction d'âge.

En ce qui concerne l'attribution des marchés à ces couches ciblées, le gouvernement rappelle qu'elle sera faite selon des procédures simplifiées de demande de cotation et d'appels d'offres restreints sur publicité. Toutefois, informe- t-il, les autorités contractantes ont, dès à présent, pris les dispositions idoines pour l'application effective de cette mesure qui vient à point nommé donner plus d'envie à la jeunesse, débordante d'énergie et d'innovation mais souvent prise pour des laissés pour compte par les gouvernants.

Avec cette mesure prise, le gouvernement vient encore ajouter une corde à son arc, en ce qui concerne les différents cadres et programmes déjà effectifs pour relever le défi de l'emploi, de l'autonomisation et de l'épanouissement des jeunes. Entre autres initiatives, l'on citera la création du Conseil National de la Jeunesse (CNJ), le Haut Conseil pour l'Emploi des Jeunes (HCEJ), des Maisons et Centres des Jeunes, le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ), l'AJISEF, le Projet d'Appui à l'Employabilité et l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP) et le Programme de Volontariat National (PROVONAT).

Magloire TEKO

Pour la création d'emploi et la réduction de la pauvreté au Togo

La « Production Commune » voit le jour !

L'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC) a lancé officiellement, hier mercredi à Lomé, son outil de création d'emploi et de réduction de la pauvreté « Production Commune ». Par cet outil-mécanisme, les adhérents inscrits sur sa plateforme ESMC pourront aisément vendre des biens et produits. Cérémonie présidée par le Promoteur Essohanam SAMA et une foule immense d'invités et d'adhérents.

Les Togolais pourront enfin pousser un ouf de soulagement. Et pour cause, l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC)met désormais à leur disposition, « Production Commune », un outil de création de

...la « Production Commune » matérialise la production d'une économie d'échelle avec pour finalité, la redistribution des richesses à tout le monde, sans exception.

richesse à travers vente et achat de biens et produits. Déjà,cet outil qui permettra à terme de lutter contre la pauvreté enregistre, sur sa base de données, 722.000 comptes opérationnels.

L'outil « Production Commune », explique le Consultant Michel Badjene, a pour objectif d'intégrer chaque être humain et son activité à un marché commun en vue d'atteindre tout le monde, dans une chaîne de transformation et de production commune. « Chaque individu qui vient à la plateforme, à travers son compte marchand, est directement rattaché au compte commun », précise Foudou Boukpessi, pionnier chargé des affaires auprès de l'EMSC.

En clair, la « Production Commune » matérialise la production d'une économie d'échelle avec pour finalité, la

Essohanam Sama, le gérant du ESMC, à la cérémonie de lancement officiel

redistribution des richesses à tout le monde, sans exception. Ceci, conformément à l'esprit de l'ODD 1, la politique universelle qui stipule l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes.Politique des Nations Unies à laquelle ont souscrit en septembre 2015, toutes les nations du monde.

« Il fallait que nous ayons la connaissance qui nous permet de faire du marché, notre salut. Aujourd'hui, nous y sommes pour lancer ce salut. Plus jamais, vous n'entendrez plus parler de la pauvreté. Nous disposons de la souveraineté face à tous les besoins, parce que l'argent ne manque et ne manquera jamais. Du haut des cieux, le savoir est venu pour que vous ayez pour vos avoirs et vos pouvoirs, la voie nouvelle.Désormais, nous avons les clés de toutes les ressources en mains. Jamais, on ne dira plus qu'il n'y a plus du travail et d'argent, parce que l'ESMC est là », a lancé à l'assistance, le Promoteur et Gérant du concept, Essohanam SAMA.

Depuis sa création en juin 2014, l'ESMC accompagne dans la réalisation des projets. Elle accompagne également des actions du pouvoir public et constitue une interface de la réalisation d'activités du secteur public, des opportunités d'affaires à l'endroit des partenaires, puis accompagne le secteur tertiaire et œuvre pour la protection et la couverture sociale afin de ne laisser personne de côté.

Outil de développement durable pour les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), elle se veut le premier et unique partenaire pour l'atteinte desdits objectifs.A ce jour, elle est concessionnaire de 182 marques déposées auprès de l'OAPI. Elle œuvre avec les ONG, les banques et les compagnies d'assurance et de télécom pour la réalisation de sa mission.

L'EMSC fonctionne sous trois entités juridiques, notamment l'ESMC SA, la Fédération des Organisations Associatives pour le Développement Durable et Intégré (FOADDI) et le Conseil des Membres Fondateurs et d'Honneurs. Sur le plan national, elle compte 387 centres cantonaux, 39 centres préfectoraux, 600 centres régionaux, 1 centre national, 3137 conseillers d'administration, 17 commissariats chargés chacun des 17 ODD, 169 sous-commissariats chargés chacun des 17 ODD, 244 commissariats chargés chacun des indicateurs des 17 ODD.

Magloire TEKO

Préparatifs du Tournoi de l'UFOA-B

Série de matches amicaux pour jauger les Eperviers dames

Les Eperviers dames

Les éperviers dames continuent les préparatifs pour le tournoi de l'Ufoa B qui se tient du 14 au 24 février prochain en Côte d'Ivoire. Logée dans le groupe A aux côtés du Nigéria, du Sénégal et du Bénin, la sélection togolaise affûte ses armes.

Après le premier stage de présélection qui a regroupé une quarantaine de joueuses, les Eperviers dames ont entamé depuis le 27 janvier dernier et ce jusqu'au 10 février prochain, un deuxième stage qui va aboutir au choix des 23 joueuses devant prendre part à la compétition. Pour cette nouvelle étape Tométy Kai et ses poulains disputent une série de matches amicaux. Le premier c'était face à l'équipe masculine des U15 de swallows soldé par une lourde défaite (9-1). Quelques jours après, les Eperviers dames affrontaient la même catégorie de joueurs du FSA. A l'arrivée, c'est les jeunes académiciens de Future Stars d'Agoè qui l'emportent (5-0). Hier après-midi au stade municipal de Lomé, la sélection nationale a de nouveau remis l'ouvrage sur le métier face à l'Académie TCRS. Plus convaincantes que les deux premières fois, les Eperviers dames ont limité les dégâts s'inclinant (5-3) avec un pénalty raté par oédikou Mafille. Pour Tométy Kai, cette série de matches amicaux lui permet de jauger son effectif et de se faire une idée de son équipe. Elle s'est réjouie de la prestation de ses joueuses qui a connu beaucoup d'amélioration surtout dans le secteur offensif. Notons que ce match a vu la présence du président du Comité exécutif de la FTF, le colonel Guy Kossi Akpovy.

Del-Jo

Musique/ Pour la paix et le vivre-ensemble au Togo

Koffi Olomide a fait vibrer Canal Olympia

Les mélomanes de la capitale togolaise en avaient eu à satiété. Pour la culture et le renforcement de la paix, et surtout le vivre-ensemble au Togo, l'artiste Congolais Koffi Olomidé a offert, le dimanche 4 février dernier, sur l'esplanade du Centre de Cinema ''Canal Olympia'' de Lomé,un show inédit et haut de gamme.

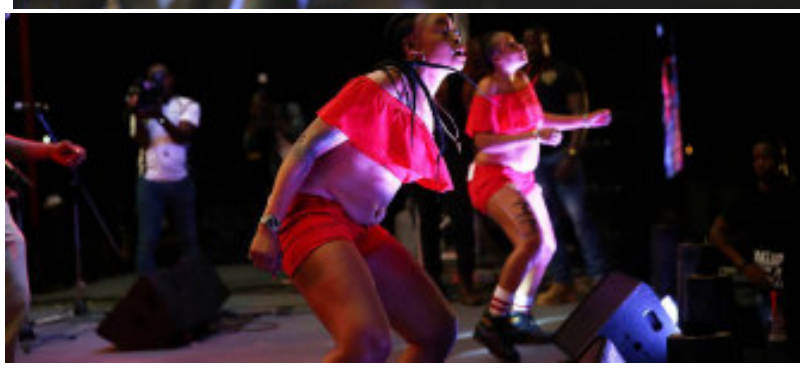
Pour ce live gratuit, le roi de la N'dombolo était, comme toujours, sur scène avec ses musiciens du groupe ''Quartier Latin''.Pendant près de deux heures d'horloge, le très influent artiste congolais dénommé « Le Grand Mopao Mokonzi » a revisité son riche répertoire de sonorités bien rythmiques et dansantes. Ceci, pour le grand bonheur du nombreux public présent parmi lequel on dénombrait plusieurs personnalités dont la ministre du Développement à la Base, Victoire Tomegah-Dogbé, le Secrétaire à la Présidence de la République, Tevi Patrick Bénissan, la Conseillère à la Communication du Chef de l'Etat, Rekya Madougou et Malick Natchaba le délégué national du Mouvement des Jeunes UNIR.

Chaque instant de ce grand show était un véritable délire pour les mélomanes qui ont esquissé des pas de N'dombolo sur des morceaux comme « Ekotite » et bien d'autres. *« Le Togo doit être toujours en paix…la paix, c'est l'idée universelle. Ne faisons rien qui puisse compromettre la paix »*, a laissé entendre le Quadra Cora-man qui a donc invité les togolais à tout faire pour s'entendre sur l'essentiel, ceci afin d'éviter la fragilisation du pays.

La satisfaction est grande dans le public, royalement servi. *« J'ai bien aimé le show. Nous avons bien dansé sur les chansons de Koffi qui donnent toujours plaisir à tout le monde, qu'il soit vieux ou jeune. J'ai surtout aimé le message de la paix ayant coiffé ce concert. C'est important pour tous les Togolais de préserver la paix dans ce beau pays que nous aimons tous »*, a laissé entendre, à la fin du show, Joachim, étudiant et fanatique de l'artiste.

Il faut rappeler qu'en levée de rideau, le Show a été assuré par une dizaine d'artistes nationaux de diverses musicalités, tels Josey Bénie, K-Roll, Prince Kassim 1er, Edem Drackey, Junior Seme, Boris Keth, Kaporal Wisdom, Pondy Cisse, Yaovi Ketheti, Masta Popa, Dieudonné Willa, Kossi Apeson et Max Fire, le concepteur de ''Makpanwo Gogo''.

Magloire TEKO



FLAMBEAU des Démocrates
Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac.(90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïclas
Del-Jo
Magloire Têko
Isaac Tonyi

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
Oscar Sékaya

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

Retirez votre nouvelle **carte VISA** maintenant

Nous vous avons préparé de nouvelles cartes, d'une utilisation plus souple et plus sûre.

Avec ces nouvelles cartes, vous recevrez un SMS de confirmation après chaque opération.

De nouvelles fonctionnalités seront ensuite disponibles, dans les prochains mois.

Pour toute information,
appelez le +(228) 22 53 62 62

de 7h45 à 17h
du lundi au vendredi

de 9h à 12h le samedi

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK